

## Rapport de la Cour des Comptes

### *Marre du «Bercy bashing» !!*

L'audit de la Cour des comptes publié hier a, comme à son habitude, dressé un tableau apocalyptique de la situation des finances publiques en France.

Passons sur les motivations politiques qui ont amené le gouvernement à demander cet audit.

Pour étayer sa démonstration, elle juge que « la rationalisation de la réforme territoriale » n'a pas été assez loin et cite en exemple les réseaux déconcentrés de la DGFIP et de la Douane.

Déjà, la question se pose de la légitimité de la Cour des comptes à s'intéresser à une réorganisation des services de l'État, sortant une nouvelle fois de ses prérogatives.

Mais pour revenir à la question posée, faut-il encore publier des données actualisées et intégrer des décisions en cours d'exécution.

Elle cite en exemple le maintien de 34 recettes régionales et 54 centres de viticulture et cidriculture de la Douane.

Informons ces hauts fonctionnaires, que ces chiffres ne sont plus d'actualité !

Une réforme d'ampleur inégalée a cours depuis plusieurs années à la DGDDI, qui s'achèvera au plus tard en 2020, ramènera à 10 le nombre de recettes régionales en métropole. Quant au réseau douanier en général et de la viticulture en particulier, son resserrement est également en cours.

Cette réforme se passe d'ailleurs dans des conditions difficiles tant pour les agents concernés que pour la bonne exécution des missions.

De même, elle critique le réseau DGFIP, trop dense à son goût, avec ses « encore » 4765 implantations et ce malgré la suppression de «3,6%» d'entre elles ces cinq dernières années.

Là encore, chiffre erroné puisque ce ne sont pas moins de 600 implantations qui ont disparu, soit plus de 11% du réseau, et tout particulièrement en milieu rural et périurbain. N'oublions pas non plus les 8 000 emplois supprimés dans la période.

Ces suppressions de service public participent largement au sentiment d'abandon des citoyens concernés, avec les conséquences économiques et politiques que l'on a vu ces derniers mois.

**FO Finances** dénonce ce « Bercy bashing » permanent, et au vu de ces exemples, peut mettre en doute la sincérité de ce rapport.

Il ne peut être une base de discussion sérieuse avec les ministres, dans la perspective du débat sur les orientations budgétaires, qui devront s'ouvrir dans les prochaines semaines avec les fédérations.

A moins qu'il ne soit qu'un alibi pour justifier de nouvelles mesures d'austérité, comme tend à le prouver l'annonce précipitée du gel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Paris, le 30 juin 2017